

L'enjeu d'aujourd'hui, ce ne sont pas seulement les fermetures de lits, c'est celui du droit à la santé

Rosine, militante au comité pour la défense de l'hôpital de Vire et à la coordination nationale pour la défense des hôpitaux et maternités de proximité

Parole du mardi 4 mai 2021, mise en texte avec Christine

J'en ai assez de la visioconférence. Même si je dois partir de chez moi à 6 heures et rentrer à 22 heures 30, je préfère largement aller à Paris, trois fois par an, pour les réunions du conseil d'administration et du bureau de la coordination. Ces réunions, ces échanges directs, me manquent.

Les rencontres de la coordination me manquent aussi. Elles sont en stand-by depuis un an et demi. Normalement, nous nous réunissons deux week-ends par an. Nous sommes environ quatre-vingts et choisissons chaque fois un thème de travail différent. Le dernier portait sur les centres de santé publics par rapport aux pôles libéraux. Évidemment il y a eu des rencontres sur les maternités. Il y en a aussi sur la psychiatrie. C'est le secteur le plus menacé aujourd'hui et il est beaucoup plus difficile de mobiliser la population que pour les maternités. La psychiatrie reste une « maladie honteuse » dont ne parle pas. Les soignants et les patients sont très mobilisés, mais on a du mal à élargir à l'ensemble de la population. Pour moi qui suis institutrice à la retraite, je compare cela avec l'enseignement spécialisé. Les gens se mobilisent contre la fermeture d'une classe, mais pas contre celle d'un poste d'enseignement spécialisé. Il est d'autant plus important d'échanger lors des rencontres pour trouver comment mobiliser. Ruffec, Concarneau, Brive, Luçon ... depuis la création de la coordination, à Saint-Affrique en 2004, les comités locaux organisent ces rencontres à tour de rôle. En novembre 2013, elles se sont tenues chez moi, à Vire. Tout le monde s'y est mis avec enthousiasme pour trouver les accueils militants afin de loger quatre-vingts personnes, et pour préparer les repas. Au-delà de l'intérêt de nos discussions, il y avait vraiment une bonne ambiance.

Le comité de Vire s'est créé en 2008, quand nous avons appris que la maternité était en danger. Les professionnels qui y travaillaient nous ont alertés, le chef de service était persuadé que la maternité allait fermer dès qu'il partirait en retraite. Alors, nous avons lancé ce comité pour la défendre, en rassemblant un public très large, y compris des partis politiques et des syndicats. Nous nous sommes inscrits dans la coordination nationale qui a été très présente, avec une manifestation nationale à Vire en 2013. Dès le départ, le collectif de Vire était politique, C'était au moment où le parlement discutait la loi Bachelot créant la T2A (Tarification À l'Acte). Comme la loi Touraine renforce la loi Bachelot, des élus ont dû faire ensuite le grand écart. Le maire actuel nous reproche de faire de la politique. Mais nous lui avons rappelé que lui aussi en faisait quand il militait au comité, contre la loi Bachelot, et qu'il n'était pas encore maire de Vire.

Moi qui ne connaissais pas le milieu des élus, j'ai été très déçue. J'ai aussi été frappée par le cynisme des décisionnaires que j'ai pu rencontrer au Ministère, à l'Agence Régionale de Santé, ainsi que les directeurs successifs de l'hôpital de Vire. Ils n'hésitaient pas à utiliser des incidents pour arriver à leur objectif : fermer la maternité. Je me souviens du cas de cette dame qui avait fait une hémorragie de la délivrance. Elle avait beau dire « je ne comprends pas, je vais bien, mon enfant va bien », le directeur de l'hôpital avait prévenu la presse d'un « accident grave » survenu à la maternité. Nous nous sommes battus pendant quatre ans, mais la maternité a fini par fermer.

Aujourd'hui les menaces pour la santé sont plus larges. Ce ne sont pas seulement des fermetures de service. C'est de la privatisation avec des dépassements d'honoraires importants, les parkings payants,

la privatisation de l'entretien. C'est aussi le manque de médecins généralistes sur bien des territoires. Ça s'est énormément élargi. Il faut donc informer et agir. Le comité de Vire s'astreint à faire un minimum d'information avec des tracts et des communiqués. Parfois, nous faisons des choses plus importantes comme lorsque nous avons invité la population à dessiner l'hôpital qu'elle voudrait, sur la place centrale de Vire. Nous avons campé sur cette place en 2012. Je me souviens de ce monsieur qui s'est arrêté en disant « je ne viens pas camper avec vous, mais je vous apporte des croissants ». Quelqu'un nous a joué de la trompette depuis un balcon.

Depuis que je milite à la coordination, j'ai fait d'énormes progrès sur la carte de France et sur WordPress

En général, les comités se sont développés dans des villes petites ou moyennes, sur tout le territoire. Depuis que je milite à la coordination, j'ai fait d'énormes progrès sur la carte de France. Je suis allée dans des régions où je n'avais jamais mis les pieds, comme les Ardennes, la Haute-Saône ou l'Oise. Quand je voyage, je retrouve les mêmes problèmes partout. Un copain de la coordination tient à jour, sur le site, une *cartographie nationale de la situation, avec les fermetures de lits, de service*, c'est un travail colossal pour lui mais tellement parlant ! Avec un petit peu de recul, je vois les problèmes se diversifier. Il n'est plus question uniquement des fermetures de services autour desquelles les comités se sont créés. Aujourd'hui, c'est devenu une bataille beaucoup plus globale pour le droit à la santé. Le fonctionnement de la coordination nationale nous permet de partager les ressources des uns et des autres. Par exemple, nous avons joué dans les rues de Vire une petite saynète qui avait été écrite par les comités bretons. On y trouve trois personnages : l'hôpital, son avocat et le procureur.

Organiser l'information et ce partage, c'est le travail du bureau et du conseil d'administration de la coordination. C'est donc une de mes activités. La gestion quotidienne de la boîte aux lettres est essentielle pour mettre en lien la cinquantaine de comités qui ont adhéré à la coordination. Comme nous sommes cinq à le faire, je la prends une semaine sur cinq. Nous recevons beaucoup de messages. Avec ces informations, nous alimentons le bulletin que nous envoyons toutes les semaines à nos quatre-mille contacts.

En faisant cela, je n'ai pas découvert seulement la carte de France. J'ai dû aussi me mettre à internet pour animer *le site de la coordination*. Je n'y connaissais absolument rien. J'ai encore souvent l'appréhension de tout détraquer. Alors, j'appelle les deux copains avec qui nous faisons ce travail, ils sont plus habiles que moi avec le logiciel WordPress. Ainsi, je peux mettre à disposition des comités les informations des autres comités, des dossiers, diaporamas, propositions d'action, tracts, pétitions, les communiqués de la coordination ... tout ce qui peut leur être utile pour agir chez eux. Ça peut être aussi des outils pour informer sur la Sécurité Sociale afin de mieux la défendre. A Vire, nous avons inauguré, officieusement bien sûr, une place Ambroise Croizat. Je me souviens qu'il y avait des gilets jaunes, ça devait donc être fin 2018 – début 2019. Elle se trouve à l'entrée de l'hôpital, à côté des locaux de la sécurité sociale. Je trouve que ça ne pouvait pas mieux tomber.